



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

Service planifications et prospective
Pôle risques
Elsa Vielzeuf
04 94 46 83 08
elsa.vielzeuf@var.gouv.fr

Toulon, le **31 OCT. 2024**

Le préfet du Var

à

Monsieur le maire de Sainte-Maxime

Référence : lettre recommandée avec A/R n° *JA 214 562 5095 5*

Objet : Porter-à-connaissance (PAC) de la cartographie de l'aléa inondation lié aux débordements du Préconil et de ses affluents en particulier le Bouillonnet et le Couloubrier et aux ruissellements sur les piémonts sur le territoire de la commune de Sainte-Maxime

Pièces jointes : Carte d'aléa et annexe de recommandations

Les inondations de 1932 puis de 1959 et la publication du rapport Ponton en 1989 identifiant Sainte-Maxime comme ville à risque, ont motivé la prescription par arrêté préfectoral de l'élaboration d'un Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRi) en 1997. Ce PPRi, lié à la présence des rivières Le Préconil et le Bouillonnet, est approuvé par arrêté préfectoral le 9 février 2001.

En parallèle, depuis la création du régime de catastrophes naturelles en 1982, la commune a fait l'objet de seize arrêtés de reconnaissance catastrophes naturelles liées aux phénomènes inondations et coulée de boues. Parmi ces catastrophes, celle de septembre 2009 a mis en évidence des débordements du Préconil, du Couloubrier et du Bouillonnet supérieurs à la crue de référence identifiée et cartographiée dans le PPRi approuvé en 2001. Trois jours après la catastrophe, une mission d'expertise est demandée au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) du Ministère de l'Ecologie de l'époque. Le rapport établi recommande notamment un élargissement du PPRi, c'est-à-dire d'étendre le périmètre d'application aux autres affluents du Préconil : Le Couloubrier et les vallées sèches de l'amont.

Il est également apparu nécessaire d'actualiser les études hydrauliques pour le bassin versant du Préconil. En effet, le PPRI de 2001 est basé sur une crue centennale évaluée à 163 m³/s en 1995 par le bureau d'étude BCEOM. La crue de septembre 2009 est estimée à 248,3 m³/s par le bureau d'études SOGREAH. D'après les éléments statistiques, il s'agit d'une crue de période de retour de cinquante ans. Ainsi, la crue de septembre 2009 est donc supérieure à la crue centennale déterminée et utilisée par le PPRI de 2001. C'est pourquoi, le PPRI approuvé le 9 février 2001 est mis en révision par arrêté préfectoral le 22 juillet 2011.

La crue de référence utilisée dans un PPRI est la crue centennale ou la plus forte crue connue si celle-ci est supérieure. Pour le territoire de Sainte-Maxime, la crue de référence est la crue centennale. Elle est appréciée entre 300 et 350 m³/s par le bureau d'études SOGREAH à l'issue des crues de septembre 2009.

Afin de déterminer cette crue de référence, la Direction départementale des territoires et de la mer du Var et la Communauté de commune du Golf de Saint-Tropez ont rédigé un cahier des charges commun pour l'élaboration de « *l'étude hydraulique et définition d'un programme d'interventions pour la réduction des risques d'inondation du fleuve Préconil et de ses affluents* ». Cette étude est élaborée par une approche hydrogéomorphologique réalisée par le bureau d'études GEORIVES, puis par la réalisation d'une étude hydraulique, pour les secteurs identifiés en enjeux, menée par le bureau d'études INGÉROP. Les résultats de l'étude ont permis d'identifier l'emprise de la zone inondable pour la crue centennale et les niveaux d'aléa associé. A titre d'information, l'estimation du débit de la crue centennale a été affinée, à 326 m³/s.

Pour répondre aux objectifs fixés dans le Plan de gestion des risques d'inondation Rhône Méditerranée (2022-2027) et conformément aux dispositions de la directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondations, dite « Directive inondation », l'emprise de la crue exceptionnelle (événement dépassant l'occurrence centennale), appelée « aléa exceptionnel », est reportée sur la cartographie de l'aléa.

Au cours de ces trois dernières années, mes services ont rencontré à plusieurs reprises vos services pour présenter, transmettre et échanger sur les résultats de cette étude et la prise en compte du risque dans la planification, l'aménagement du territoire et de ce fait pour la délibération des autorisations d'urbanisme.

En attendant l'approbation du PPRI mis en révision, je porte officiellement à votre connaissance la carte d'aléa et son annexe de recommandations pour la prise en compte du risque d'inondation sur le bassin versant du Préconil, pour la maîtrise d'urbanisation.

L'article R.111-2 du Code de l'urbanisme constitue une base légale vous permettant de refuser une demande d'autorisation de construire ou de ne l'accepter que sous réserve de

l'observation de prescriptions spéciales si elle est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.

L'article L.101-2 du Code de l'urbanisme fixe les objectifs auxquels doivent répondre les documents d'urbanisme. Ils doivent notamment déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention des risques. Ainsi, même en présence de PPRi opposable, le document d'urbanisme de la commune doit prendre en compte la connaissance du risque actualisée en attendant l'approbation du PPRi mis en révision.

La présente transmission vaut donc « Porter à connaissance » au titre de l'article L.132-2 du Code de l'urbanisme. Elle constitue à la date du présent courrier la connaissance actualisée de l'aléa de référence.

L'État prendra en compte ces éléments, pour ce qui le concerne, et appliquera toutes les dispositions réglementaires associées dans le cadre de ses missions, notamment dans les avis sur les projets et documents d'urbanisme, ainsi que le contrôle de légalité des documents et actes d'urbanisme.

Conformément à l'article L.132-3 du Code de l'urbanisme, les informations portées à connaissance sont tenues à la disposition du public par la commune ou la communauté de communes.

Étant pleinement conscients des difficultés que peut entraîner l'application des principes de prévention du risque inondation, les services de la DDTM restent à votre entière disposition pour accompagner la commune sur ce sujet.

Préciser à l'env.

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général.

LUCIEN GIUDICELLI

Copie à :

– Communauté de Communes du Golf de Saint-Tropez